



HAL
open science

Partager le travail et réduire les inégalités : libérer du temps pour des activités citoyennes et écologiques

Entretien avec Dominique Méda

Dominique Méda, Catherine Achin, Simon Cottin-Marx

► To cite this version:

Dominique Méda, Catherine Achin, Simon Cottin-Marx. Partager le travail et réduire les inégalités : libérer du temps pour des activités citoyennes et écologiques Entretien avec Dominique Méda. *Mouvements : des idées et des luttes*, 2023, 2 (114), pp.164-180. 10.3917/mouv.114.0164 . hal-04156543

HAL Id: hal-04156543

<https://hal.science/hal-04156543v1>

Submitted on 8 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Partager le travail et réduire les inégalités : libérer du temps pour des activités citoyennes et écologiques

Entretien avec **Dominique Méda**, Entretien réalisé par **Catherine Achin**, **Simon Cottin-Marx**

DANS **MOUVEMENTS** 2023/2 (N° 114), PAGES 164 À 180

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348079153

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2023-2-page-164.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ITINÉRAIRE



© Philippe MATSAS/opale.photo

Partager le travail et réduire les inégalités : libérer du temps pour des activités citoyennes et écologiques

*Itinéraire - Dominique Méda**

**ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR CATHERINE
ACHIN ET SIMON
COTTIN-MARX****

Dans le cadre d'un numéro consacré à la (re)politisation du temps libre, la revue *Mouvements* s'est naturellement adressée à la chercheuse Dominique Méda, qui interroge depuis des années la centralité du travail, et son articulation avec les questions sociales, féministes et écologiques. Dans cet itinéraire, nous revenons sur le parcours personnel, professionnel et militant de cette infatigable défenseuse du partage du temps de travail.

Mouvements (M.) : Nous aimerions commencer par vous demander de nous raconter votre enfance, votre parcours de formation et votre parcours professionnel, et revenir avec vous sur les inflexions et le demi-cercle qui le caractérisent (de l'agrégation de philosophie à l'ENA et l'IGAS, puis retour à la recherche jusqu'à l'université) ?

Dominique Méda (D.M.) : Je suis née à Sedan. Mon père était d'abord avoué puis avocat, il a longtemps travaillé seul dans sa petite étude. C'était un honnête homme qui lisait beaucoup, passionné par la philosophie. Ma mère avait fait des études mais était « au foyer ». Un moment très important de mon enfance c'est, lorsque j'avais sept ans, alors qu'on habitait dans le centre de Sedan, nous avons déménagé et sommes partis habiter dans un quartier avec une très grande mixité sociale. Il y avait à la fois des maisons neuves avec plutôt des bourgeois et des maisons plus anciennes avec des employés, des ouvriers, des artisans. J'ai passé là des années merveilleuses, j'ai noué des amitiés absolument extraordinaires dans ce quartier. Les enfants de la dizaine de familles qui habitaient là passaient leurs journées ensemble à jouer, toutes classes sociales

* Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine PSL, directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales.

** Membres du comité de rédaction de *Mouvements*.

mélangées, quelque chose qui me semble devenu très rare aujourd'hui dans notre société spatialement et socialement segmentée. Je suis allée au collège et au lycée publics : le collège Nassau a récemment été menacé de fermeture, car la ville s'est énormément dépeuplée et le lycée Pierre Bayle était un lycée Pailleron avec un certain nombre de très bons profs.

M. : Est-ce que vos parents avaient des engagements politiques ou associatifs ?

D.M. : Non. Mon père était un bourgeois éclairé, qui lisait énormément, il était très humaniste et toujours prêt à aider : il ne faisait pas payer ceux qui n'avaient pas beaucoup de moyens. Son métier ne lui plaisait pas énormément, il disait toujours qu'il en avait assez de la dictature des clients. Quand j'avais à peu près 14 ans, il s'était associé et ne supportait plus ce métier et il a décidé de devenir magistrat, alors que cela représentait une perte de rémunération et qu'il a dû partir pendant cinq ans dans un département voisin. Il n'était pas politiquement engagé, se situait plutôt au centre-gauche – il a voté Mitterrand en 1981 –, mais s'intéressait beaucoup à la politique, plutôt aux idées, c'est-à-dire sans militer dans un parti ou dans un syndicat. Quant à ma mère, elle affichait un certain désintérêt par rapport à la politique et était plutôt de centre-droit.

Mon père m'a beaucoup poussée à faire des études, et m'a élevée d'une certaine manière sans tenir compte de mon sexe. Je n'étais pas une excellente élève. J'aimais trop jouer. Par exemple, j'ai redoublé mon CM1, j'ai failli redoubler ma seconde, mais je lisais énormément donc j'ai été en quelque sorte repérée, comme cela arrive très souvent, par ma prof de français de première et de terminale qui a dit à mes parents qu'il existait quelque chose qui s'appelait l'École normale supérieure, que je devrais aller faire une prépa, et qui a aidé mes parents à faire les dossiers. C'était une prof ancienne manière, excellentissime, qui je crois avait passé l'agrégation interne et dont le mari était aussi un instituteur ancienne manière.

M. : Comment se passent ensuite les années d'études à Paris ?

D.M. : J'ai eu mon bac scientifique en 1980, et je suis arrivée en 1981 au lycée Henri IV en hypokhâgne lettres. Ça a été un gros choc. J'avais assez peu quitté ma ville natale, je n'étais venue que deux ou trois fois à Paris. Choc intellectuel : je me suis retrouvée avec uniquement des premiers de classe, beaucoup de garçons, très fanfarons. Choc presque physique aussi : j'arrive de ma province avec un accent, très mal fagotée (je porte des pantalons de velours à grosses côtes et des bottes en caoutchouc...) dans un milieu très policé à la fois du point de vue du langage et du vêtement. Les échanges sont châtiés, certain-es de mes congénères parlent d'une façon telle que j'ai du mal à les comprendre. Ce que je vais mettre du temps à découvrir, c'est qu'il y a deux hypokhâgnes qui emmènent vers deux khâgnes peuplées de façon très différente. Et ce que je comprends en fait, sans doute trop tard pour que cela me décourage, c'est qu'il y a une khâgne qui intègre à peu près 30 élèves sur 50 et l'autre (avec la plus grande partie des provinciaux) qui en intègre 1 ou 2 chaque

année. Je travaille beaucoup (je suis émerveillée de pouvoir faire toute la journée de la philo, du français et de l'histoire alors qu'en terminale je faisais 9h de maths et 9h de physique) et je suis parmi les deux personnes qui intègrent Normale Sup cette année-là.

M. : *Ces années coïncident aussi avec l'arrivée de la gauche au pouvoir ?*

D.M. : Oui, en 1981 pour l'élection de Mitterrand, je suis en hypokhâgne. On parle beaucoup politique. Je suis très à gauche, je ne connais pas du tout l'histoire du Mitterrand d'avant 1981. Je suis alors dans un foyer de jeunes filles et tout le monde est effondré au moment de l'élection. Moi je suis avec mes copains, je suis sur les épaules de l'un d'entre eux, rue Soufflot quand Mitterrand la remonte avec sa rose, je suis à la Bastille. C'est un moment très important.

Au cours de ma scolarité à Normale sup – à l'époque ce n'est pas mixte –, je suis à Sèvres, mais on est toujours fourrées à Ulm parce que c'est là que sont nos camarades. Je suis des cours de philo à la Sorbonne à Paris IV. Bref, en troisième année d'école, je passe l'agrégation de philo et la même année je soutiens mon DEA. Mon mémoire de maîtrise est consacré à « Schelling, lecteur de Spinoza », sur la question de la philosophie de la nature. Spinoza, c'est une sorte de panthéisme, et Schelling, c'est un philosophe assez métaphysicien mais avec une philosophie de la nature très développée. Je suis passionnée par la philosophie politique, l'idéalisme allemand, Rousseau, Nietzsche.

Il me reste une quatrième année d'école, je ne sais pas très bien ce que je veux faire. J'adore la philosophie. Je commence une thèse avec un spécialiste de Schelling, mais je comprends que l'on va continuer à faire de l'histoire de la philosophie. Et je commence à me dire que ça ne va pas du tout. En même temps, je suis intéressée par la biologie. Il y a un livre qui est paru alors, de Jean-Pierre Changeux, qui s'appelle *L'homme neuronal*¹ et qui m'a fait beaucoup d'impression parce qu'il défend une position très réductionniste : tout est ramené aux atomes, à la dimension matérielle, tous nos comportements et nos pensées s'expliquent par les connexions neuronales. À ce moment-là, Odile Jacob – l'éditrice de Changeux – crée sa maison d'édition et me propose de travailler avec elle : je vais faire cela pendant une année. Mais je comprends que ce n'est pas ce que je veux faire. Je trouve ma formation trop théorique, et j'ai envie de comprendre ce qui se passe, à la fois en matière économique et politique et d'agir. J'ai envie de contribuer à changer le monde – je suis depuis mon enfance bouleversée et scandalisée par l'injustice – et je dois maîtriser de nouvelles connaissances, de nouveaux outils. Je décide de bifurquer.

M. : *Vers l'École Nationale d'Administration donc ?*

D.M. : Oui, j'y entre en 1987. Notre promotion s'appelle « Liberté, Égalité, Fraternité » (parce que 1989 est l'année de notre sortie). On commence par une grande année de stage : je pars passer six mois à la préfecture de Colmar puis cinq mois à la Bourse de Paris. C'est l'année du

1. J.-P. CHANGEUX,
L'homme neuronal,
Paris, Fayard, 1985.

krach boursier. C'est ensuite que commence la scolarité avec son classement, sa compétition. Je suis sidérée par la place que tient l'économie – une économie peu académique mais très appliquée –, avec des prescriptions, des postulats et des « recettes » qui nous sont imposées comme des évidences. À l'époque je n'en ai pas conscience, mais c'est le plein déploiement du néolibéralisme, ce moment où s'opère la conversion des élites que décrit Bruno Jobert². On ne parle que de compétitivité, de danger des monopoles, de gestion publique, d'efficacité et d'efficience. Je suis terriblement ébranlée parce que tout ce que j'ai appris avant – le doute, l'esprit critique, la discussion, l'échange d'arguments rationnels, les controverses, les discussions à n'en plus finir, la suspension du jugement – sont à des années-lumière de ce que l'on nous apprend là, sur le fond comme sur la forme.

Je sors à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), le quatrième « grand corps », après l'Inspection des Finances, le Conseil d'État et la Cour des comptes. J'y passe quatre années passionnantes. Avec plusieurs collègues et sous la direction de Marie-Thérèse Join-Lambert, ancienne directrice au Plan et éphémère conseillère de Michel Rocard lorsqu'il était Premier ministre, nous entamons l'écriture d'un gros manuel de *Politiques sociales* – ce sera le manuel de référence pour les étudiants qui passent les concours – et nous développons un grand cours de politiques sociales à Science Po. Nous travaillons à la fois à partir de nos propres expériences et connaissances et nous lisons énormément. J'ai l'impression d'être vraiment utile : les politiques sociales, à la différence des politiques budgétaires ou monétaires sont une matière essentielle, très peu et mal connue. Bien expliquée, elle passionne les étudiants. Nous enseignons aussi à l'Ucanss³, nous participons aux jurys des concours d'entrée qui ouvrent aux métiers de cadres de la sécurité sociale. À l'IGAS, les missions sont très intéressantes : ma première mission consiste à aller voir sur l'ensemble du territoire français si la prime que Simone Veil a promise aux infirmières après leur grande grève de 1988 a bien été distribuée. Je passe du temps dans des hôpitaux, des directions départementales du travail, je travaille sur le sang contaminé, sur les missions locales, sur le déploiement de l'informatique à l'Acoss⁴... C'est une période très intéressante, mais au bout de quelques années, je me sens un peu frustrée parce que j'aimerais avoir le temps de mieux étudier la genèse, les méandres des politiques que j'évalue et que je contrôle mais aussi les alternatives possibles. En général dans ces corps, il est d'usage d'aller faire du cabinet ministériel – c'est un accélérateur de carrière. Je n'en ai pas envie : à l'époque, je pense qu'on change plus le monde en étudiant en profondeur les politiques publiques et en tentant d'en concevoir d'autres.

Je ne sais plus très bien à quel moment, je pense que c'est autour de 1992, je découvre tout un pan de littérature et toute une série de travaux qui me passionnent. Dans les sous-sols du ministère de la Recherche, un séminaire se déroule – dans mon souvenir – sous la direction de Jean-Marie Vincent et de Toni Négri. On parle capitalisme, travail, marxisme. Il me semble que ce sont les débuts d'une revue qui m'a beaucoup

2. B. JOBERT (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994.

3. Union des caisses nationales de Sécurité sociale.

4. Agence centrale des organismes de Sécurité sociale.

marquée : *Futur antérieur*. Je lis aussi *Actuel Marx*, je discute avec Jacques Bidet, je suis très tentée par les thèses des intellectuels marxistes de l'époque. Je souhaite faire une thèse. Dans mon souvenir, je vais voir Pierre Rosanvallon qui me dit de commencer par lire *Ure*. Il ne fait pas montre d'un enthousiasme débordant. En revanche, Jacques Bidet et Yves Schwarz acceptent de diriger cette thèse que j'ai envie de consacrer au travail et au déploiement du capitalisme. Je relis Marx et je découvre Jürgen Habermas et André Gorz. Mais si je ne m'engage pas avec Jacques Bidet, Jean-Marie Vincent ou Yves Schwartz, c'est parce que je ne suis plus sûre d'être complètement d'accord avec la vision marxiste.

M. : *Justement comment êtes-vous tombée sur le « travail », qui va constituer le fil rouge de vos recherches. Pourquoi à ce moment-là, vous choisissez cet objet ?*

D.M. : En réalité, le véritable objet qui m'intéresse à ce moment-là (et encore aujourd'hui), c'est la place de l'économie dans nos sociétés et la question du capitalisme. J'ai découvert toute une littérature – l'École de Francfort, Marcuse, Adorno, Habermas –, mais aussi Marx, Rosa Luxembourg, Gorz, Vincent... qui m'ouvre énormément de perspectives et m'aide à satisfaire les immenses interrogations qu'a provoquées en moi la rencontre brutale avec les politiques publiques telles qu'elles sont enseignées à l'ENA. J'ai une immense soif de comprendre comment nos sociétés ont pu accepter cette emprise de l'économie sur leur fonctionnement et la manière dont le travail a été entraîné dans ce processus. La société m'apparaît comme une vaste machine à produire qui entraîne les travailleurs dans une soumission sans fin. J'essaie de tenir ensemble Hannah Arendt, Max Weber, Marx, Habermas, Gorz pour comprendre comment cette soumission est possible. Je lis énormément Marx mais aussi ses critiques et remises en cause, notamment Habermas et Gorz pour lesquels le travail est finalement le symbole ultime et le point d'aboutissement du processus de rationalisation, l'expression de la rationalité instrumentale. Le travail a selon eux été contaminé par la logique économique et le capitalisme. Je suis notamment très intéressée par l'ouvrage d'Habermas *La Technique et la science comme idéologie*⁵ dans lequel figure cette phrase remarquable : « La politique de type ancien était tenue de se déterminer par rapport à des buts pratiques, ne fût-ce qu'en raison de la forme de légitimation qui était celle de la domination : l'idée d'une vie bonne faisait l'objet d'interprétations qui étaient tournées vers des relations d'interaction. La programmation de remplacement qui prévaut aujourd'hui ne concerne plus que le fonctionnement d'un système faisant l'objet d'un guidage. La solution des problèmes techniques échappe à la discussion publique. C'est pourquoi la nouvelle politique de l'interventionnisme étatique exige une dépolitisation de la grande masse de la population. »

Pour moi le travail, à l'époque, c'est le contraire de la politique, la Politique avec un grand P. D'où ma conviction – dans le sillage de mes auteurs favoris – qu'il faut réduire la place occupée par le travail pour

5. J. HABERMAS, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.

augmenter celle de la délibération collective, la politique. Ce sera l'argumentation développée dans mon premier livre écrit seule, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*⁶, publié en 1995. Dans la première partie, je raconte les étapes de la construction du concept de travail. Mais après ma deuxième partie s'appelle « critique de l'économie », et j'essaie d'opposer ces deux manières de faire société : l'économie, où règnent l'individu et le contrat, et la politique, règne de la délibération collective.

6. D. MÉDA, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

M. : Vos premiers travaux s'inscrivent en théorie politique. À quel moment avez-vous croisé la sociologie ?

D.M. : Beaucoup plus tard, à la Dares⁷ au ministère du Travail. En 1993, je suis depuis quatre ans à l'Igas, je dois faire ma mobilité. Martine Aubry est devenue ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle en 1991 et a décidé de créer une direction destinée à faire contrepoids à l'expertise de Bercy. Franchement c'est une idée extrêmement importante, révolutionnaire. Car dans les réunions interministérielles c'est toujours Bercy qui l'emporte parce que c'est notamment là que se trouvent les compétences économiques, capables de faire tourner des modèles... Donc à partir du service statistique existant, le Sesi, Martine Aubry crée une grande direction, la Dares, où apparaissent deux nouveautés : une Mission Analyse économique, qui va faire des prévisions de croissance et faire tourner des modèles, où il y aura des économistes qui pourront produire une expertise et des résultats pour le ministère du Travail, et une Mission Animation de la recherche (Mar), destinée à faire le lien avec le monde de la recherche. Cela me donne évidemment immédiatement envie, je rencontre le directeur de cette nouvelle direction, Claude Seibel, un homme remarquable qui a été en Algérie avec Bourdieu et a écrit avec celui-ci en 1963 *Travail et travailleurs en Algérie*. C'est un sociologue, Jean Saglio, qui a été chargé de la Mar : je serai son adjointe. Je m'occuperai aussi du Comité des programmes, l'instance ayant pour mission d'organiser les relations entre l'ensemble des directions du ministère et les « offreurs » d'études et de recherches, c'est-à-dire la Dares, le Centre d'études de l'emploi et le Cereq. Ce sont des années passionnantes. Je vais rester à la Dares jusqu'en 2005.

7. Direction de l'animation, des recherches, des études, des statistiques.

D'une certaine manière, Jean Saglio m'apprend la sociologie sur le tas. Je l'apprends aussi, presque en autodidacte, en lançant des programmes de recherche, en organisant des colloques et en travaillant avec des sociologues, des juristes, des économistes, des politistes. Il y a ensuite deux événements importants. Quand j'arrive à la Dares, ma fonction est de lancer des programmes de recherche pour maintenir la recherche sur le travail, ramener les résultats et essayer de les valoriser auprès des administrations. On invite aussi des personnalités à venir présenter leurs travaux et une des premières, c'est Alain Supiot, le professeur de droit, qui a écrit un article dans la revue *Droit social* intitulé « Le travail, liberté partagée »⁸. C'est ce texte qui me donne envie d'écrire sur le travail. Car dans ce texte, Supiot fait une critique au vitriol des premiers débats qui sont en train de se déployer sur la réduction du temps de travail, sur le

8. D. MÉDA, « Travail et politiques sociales. À propos de l'article d'Alain Supiot "le travail, liberté partagée", *Droit social*, n° 4, 1994 », *Formation Emploi*, 48, 1994, p. 90-91.

9. Nous sommes plusieurs : il y a là Christian Chavagneux, Jean-Louis Dayan, Annie Gauvin, Thierry Priesley, Christine Afriat et une Commission avec des membres prestigieux et passionnants : le juriste François Gaudu, le sociologue Claude Dubar, l'économiste Jean-Paul Fitoussi par exemple.

partage du travail. Sa thèse c'est que le travail, ça n'est pas une quantité qu'on peut découper, c'est une liberté. Je me sens en total désaccord avec ce texte parce que je pense déjà qu'il faut réduire considérablement la place du travail pour libérer justement d'autres espaces. Et donc j'écris un article en réponse à Supiot, où je développe des arguments qui seront dans mon livre *Le Travail, une valeur en voie de disparition*. L'idée c'est que, oui, on peut tout à fait découper le temps de travail pour réduire la place qu'occupe le travail. Par ailleurs, le Commissariat général au Plan veut travailler sur l'avenir du travail et on me propose d'être l'une des rapporteuses⁹. Le rapport propose à la fois de réduire le temps de travail et de mettre en place une nouvelle manière d'organiser l'emploi, le contrat d'activité, une manière d'éviter le chômage et de mutualiser la responsabilité de l'emploi. Je rédige une annexe dans laquelle je raconte l'histoire longue de la catégorie de travail.

M. : À la Dares, avez-vous l'impression d'être au bon moment au bon endroit pour faire des recherches sur le travail qui soient prises en considération par les politiques ?

D.M. : Oui et non. Il y a là un ensemble de spécialistes absolument remarquables. Il y a Thomas Coutrot qui est économiste à la Mission Analyse économique, et qui est déjà quelqu'un d'important chez Attac et s'occupera pendant des années de l'enquête Conditions de travail. Il y a Alain Gubian qui dirige la Mission Analyse économique, Éric Maurin, un économiste qui aime les débats et la réflexion. Catherine Bloch London qui me fait lire *Rouge* et voudrait bien que je rejoigne leurs rangs. Ce sont de très grands professionnels, le plus souvent soit cathos de gauche soit de gauche, avec des convictions chevillées au corps et un professionnalisme à toute épreuve. Mais ce que regardent les politiques, de droite comme de gauche, ce sont les résultats des modèles économiques, presque jamais autre chose. Le rapport *Le Travail dans vingt ans* va un tout petit peu intéresser mais moins que les prévisions de croissance de la Mission Analyse économique. Et ce sera toujours comme cela.

Mais je reviens sur votre question sur la sociologie : quand je publie mon livre en 1995, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, avec ce titre qui est en effet un peu provoquant, les sociologues du travail me tombent dessus. Ils me disent « mais enfin, c'est faux, le travail n'a jamais été aussi important ». Ils ne m'ont pas bien lue et réagissent au titre, bien sûr, car c'est précisément ce que j'ai raconté dans mon livre : il y a une histoire du travail qui fait qu'aujourd'hui le travail est devenu une norme, un fait social total. Et moi, ce que je dis simplement, c'est très normatif, ça reste un livre de philosophie c'est : essayons de réduire la place du travail dans nos vies individuelles et sociales. La regrettée Margaret Maruani aussi me tance : « Mais le travail, c'est ce par quoi les femmes s'émanent, etc. » Je pense exactement ça, puisque mon souhait, c'est que la réduction de la place du travail s'accompagne du développement d'autres espaces et d'autres activités et qu'il y ait un rééquilibrage des investissements entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail

domestique et les activités familiales. Je soutiens l'idée de désacraliser l'importance du travail pour les hommes, les obliger à prendre leur part des tâches domestiques et familiales et permettre ainsi aux femmes d'accéder à l'emploi dans les mêmes conditions et avec les mêmes chances. Il y a donc un malentendu. Toutefois, tout cela me donne envie de faire des enquêtes sur le rapport au travail selon le genre et la catégorie sociale.

Et là il se passe quelque chose d'intéressant. J'ai fait la connaissance de Christian Baudelot et été présenter mes thèses dans son séminaire, co-animé avec Michel Gollac à l'École normale supérieure, avec toute l'équipe qui écrira *Travailler pour être heureux ?*¹⁰. Ils sont plutôt contre mes thèses, mais on décide de faire ensemble avec l'Insee, l'École normale supérieure et la Dares, une enquête sur ce que représente le travail pour les gens. L'enquête s'intitulera « Travail et modes de vie ». Dans la construction de l'enquête, je vois bien qu'ils essaient de défendre leurs thèses, de poser des questions auxquelles les gens vont répondre : « Oui, le travail, c'est ce qu'il y a de plus important ! » Moi, j'essaie de mettre mes questions aussi. Dans la préface du livre, il y a d'ailleurs une pique sur cette idée que le travail serait une valeur en voie de disparition. Mais depuis nous nous sommes énormément rapprochés : Baudelot m'a dit : « C'est toi qui avais raison, le travail est insupportable », je lui ai dit, mais non, « C'est toi qui avais raison, le travail c'est très important »...

C'est donc à ce moment-là que je découvre vraiment la sociologie... À la Dares, je continue à lancer des projets de recherche et je peux aussi mener mes propres enquêtes, notamment à l'occasion de la réduction du temps de travail. En 1995, il y a donc à la fois la parution du rapport du commissaire général au plan, *Le Travail dans 20 ans*¹¹, auquel j'ai participé et qui consacre une bonne partie de ses recommandations à la réduction du temps de travail, la parution de mon livre qui soutient aussi cela, le rapport Cabanes¹², qui est un rapport fait par les partenaires sociaux qui sont ouverts à cette idée de réduction du temps de travail et plusieurs autres ouvrages, de Dominique Taddei, de Jacques Rigaudiat... La RTT¹³ a le vent en poupe. La Dares consacre de nombreux travaux aux emplois qui pourraient être créés, à l'aide de modèles économiques. Et en 1999-2000, quand il y a les lois Aubry, avec deux collègues, Marc-Antoine Estrade et Renaud Orain¹⁴, nous allons construire une enquête censée nous permettre de comprendre quels ont été les effets de la réduction du temps de travail sur la vie quotidienne, au travail et en dehors du travail. Donc, après avoir soutenu philosophiquement la RTT, en portant l'idée que la réduction du temps de travail pourrait permettre à la fois de créer des emplois et de libérer un temps pour les activités politiques et une redistribution des activités familiales entre les hommes et les femmes, j'essaie de comprendre dans ces enquêtes si la RTT a ou non permis cela.

M. : C'est donc l'actualité politique qui vous donne l'opportunité de mesurer concrètement ce qui avait été pensé jusque-là de manière théorique. Pouvez-vous nous dire en deux mots le bilan que vous avez pu faire des 35h, à rebours d'ailleurs de certains discours politiques qu'on

10. C. BAUDELOT et M. GOLLAC (dir.), *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard, 2003.

11. Commissariat général au plan, *Le Travail dans 20 ans*, 1995, préface de Jean Boissonnat.

12. P. CABANES, *Rapport sur l'aménagement et la réduction du temps de travail*, 1996.

13. Réduction du temps de travail.

14. D. MÉDA et R. ORAIN, « Transformations du travail et du hors travail : le jugement des salariés sur la réduction du temps de travail », *Travail et Emploi*, n° 90, 2002.

entend encore jusqu'à aujourd'hui.. Vous avez même par la suite préconisé d'aller plus loin et de passer à la semaine de 4 jours et 32 h.

D.M. : À l'époque, à la Dares, c'est un peu difficile. Moi je suis très en faveur de la RTT pour les raisons que je vous ai dites. Un modèle a montré qu'on pourrait créer 750 000 emplois mais il y a beaucoup de mes collègues qui pensent qu'on n'a pas été assez loin et que la loi de RTT ouvre la voie à une trop forte flexibilisation du temps de travail. Je ne suis pas en total désaccord avec eux, mais cette loi, la loi Aubry I qui conditionne l'octroi d'aides à la création d'emplois m'apparaît quand même comme une opportunité – si la politique est bien faite – de dégager des espaces pour augmenter la participation citoyenne et contribuer à l'égalité hommes-femmes. Le problème c'est que cette justification n'est jamais évoquée. Martine Aubry dit bien de temps en temps que la RTT c'est pour faire la fête mais clairement cette politique ne s'inscrit pas pleinement dans la perspective que je souhaite. C'est d'abord un outil de lutte contre le chômage. Et cela est très bien. Il y a même pas mal de gens qui cherchent comment on va pouvoir marchandiser, rendre utiles pour la consommation les espaces de temps libérés... Arrive la deuxième loi Aubry – après les efforts immenses du patronat – qui abandonne l'idée de conditionner les aides aux créations d'emplois et qui n'exige plus de décompte strict du temps de travail.

Après va s'ouvrir la période de forte tension où la réduction du temps de travail devient un chiffon rouge de la droite, qui s'en empare pour dire que ça a mis la France à genoux. Et puis moi évidemment je montre, notamment grâce à l'enquête qu'on a faite, que non, que cela a amélioré la vie d'un grand nombre de personnes lorsque les conditions étaient respectées ; que lorsqu'il y a eu du dialogue social au sein de l'entreprise, ça a créé des emplois, et que ça a coûté finalement peu cher si on compare aujourd'hui au CICE (Crédit impôt compétitivité emploi)... Certes, la loi n'était pas parfaite, surtout la deuxième et des erreurs ont été faites : par exemple, quand la loi s'est déployée à l'hôpital, on n'a absolument pas créé les postes nécessaires et donc le processus s'est soldé par une intensification redoutable du travail.

Peu à peu, tous les gens qui défendaient cette idée et notamment les économistes, l'ont abandonnée. Je pense à quelqu'un avec qui j'avais commencé à écrire, Gilbert Cette, un économiste qui aujourd'hui est à la tête du groupe d'experts sur le Smic – et qui s'oppose d'ailleurs à l'augmentation de celui-ci. La trajectoire de Cette est passionnante, car il était chez Aubry, il a contribué à faire les 35 h. C'est lui qui avait fait avec la Dares des modèles disant qu'on pourrait créer 750 000 emplois avec les 35 h. Et puis, sans doute parce qu'il était isolé dans sa communauté, il s'est peu à peu renié et est devenu hyper critique sur les 35 h.

On sera de moins en moins nombreux à défendre les 35 h et la réduction du temps de travail. La CGT continue à défendre cette idée. La CFDT ne pense plus que c'est un bon vecteur ou du moins elle pense qu'il faut réfléchir à la réduction du temps de travail tout au long de la vie... De mon côté, je continue à penser que, si c'est bien fait, ça peut être

intéressant. J'ai écrit il y a quelques années un livre avec Pierre Larroutourou sur les 32 heures¹⁵ et vous avez sans doute vu que l'idée revient à la mode et en vigueur dans de nombreux pays européens...

Récemment, j'ai un peu changé d'avis sur la nécessité de réduire le temps de travail. Pourquoi ? À cause de la transition écologique. Il me semble que si on déploie vraiment des politiques écologiques nous permettant d'atteindre la neutralité carbone, nous aurons besoin de plus de travail humain. Certes, il faudra en permanence redistribuer ce travail sur l'ensemble de la population active. Mais est-ce que finalement ça donnera pour chacun une durée individuelle du travail plus longue ou moins longue qu'aujourd'hui ? Je pense que personne ne le sait. Mais en tout cas, plus encore que la diminution du temps de travail, mon obsession, c'est qu'il faut le partager ! C'est à dire empêcher que certains travaillent 70 heures et d'autres 15 heures. Éviter les petits temps partiels subis. Si on réduit le temps de travail, il faut agir sur la norme de travail à temps complet et raccourcir celle-ci, et non pas, comme en Allemagne ou au Royaume-Uni, adopter une division sexuée du temps de travail avec des longs temps de travail masculins et des petits temps partiels féminins.

M. : Au fil de vos recherches depuis 1995, qu'est-ce qui justement a évolué dans votre manière de penser le travail ? On a repéré des continuités autour de l'idée de remettre le travail à sa place, de le désintensifier et d'en faire un outil d'égalité, mais il y a aussi des nouveautés, notamment la question écologique ou du racisme à l'occasion de la crise sanitaire.

D.M. : Ma représentation du travail n'a pas changé. Je continue à penser que notre catégorie moderne de travail est composée de plusieurs couches de signification qui se sont ajoutées les unes aux autres. Le travail, c'est un moyen en vue d'une autre fin (obtenir un revenu, fabriquer la production). C'est la dimension instrumentale et économique du travail. C'est aussi une activité qui permet de se réaliser, d'exprimer sa singularité, de transformer le monde. C'est le travail comme œuvre. Et c'est le pivot de la distribution des droits et des protections : c'est le travail-emploi.

Mais mon discours sur les politiques du travail et de l'emploi a changé. Avant, je disais : réduisons la place occupée par le travail parce que finalement on ne pourra jamais le libérer complètement. J'étais très inspirée par Gorz : cette idée que le travail est complètement prisonnier de la dynamique capitaliste et productiviste. Désormais, en lien avec mes travaux sur les politiques sociales, je dis plutôt : « certes, le travail est critiquable, il est parfois insoutenable, il ne permet pas à tous de s'exprimer, mais le salariat a constitué et constitue une avancée considérable. Et donc l'urgence, c'est de résister au démantèlement du droit du travail et du salariat ».

Je suis passée d'une perspective un peu optimiste, à une optique de résistance où stratégiquement, l'idée est d'empêcher le détricotage du salariat qui certes, n'est peut-être pas l'idéal, mais qui se fait aujourd'hui concurrencer et manger par l'auto-entrepreneuriat, entraînant la

15. P. LARROUTOUROU et D. MÉDA, *Einstein avait raison, il faut réduire le temps de travail*, Paris, L'Atelier, 2016.

dissolution des collectifs. Donc il me semble que le plus raisonnable c'est d'abord de préserver cela, de défendre le salariat, les droits qui y sont attachés et de faire porter l'effort sur l'amélioration des conditions d'exercice du travail qui sont particulièrement dégradées en France. Je pense que je n'accordais pas assez d'importance, au début de mes travaux, à tout ce que nous avons gagné depuis le XIX^e siècle. Avec deux axes d'amélioration : les conditions de travail, d'une part, mais aussi, et c'est plus enthousiasmant, le changement du gouvernement des entreprises et plus généralement des organisations de travail : c'est le sens du *Manifeste Travail*¹⁶ co-écrit avec mes collègues Julie Battilana et Isabelle Ferreras, sur une idée de cette dernière, le « bicamérisme ». Il faut maintenant que les investisseurs en travail aient les mêmes droits au gouvernement de l'entreprise que les apporteurs de capital.

16. I. FERRERAS, J. BATTILANA ET D. MÉDA, *Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer*, Paris, Le Seuil, 2020.

Et pour revenir à votre interrogation sur mon rapport à la sociologie et les enquêtes, à partir des années 2000, je vais énormément m'intéresser aux enquêtes sur le travail : le rapport des personnes au travail, la place du travail dans la vie – des femmes, des hommes, des jeunes... En 2004 et 2005 nous exploitons avec des collègues l'enquête « Construction des identités/Histoires de Vie » de l'Insee et de l'Ined, dans laquelle j'ai pu entrer des questions sur la place du travail. En 2006, avec Patricia Vendramin, Lucie Davoine et Béatrice Delay, nous engageons un programme de recherche sur le rapport des Européens au travail. Nous allons exploiter les enquêtes européennes disponibles, faire une campagne d'entretiens, rentrer dans les spécificités nationales. Cela restera un point nodal de mes recherches.

M. : *Concernant la question écologique, à quel moment prenez-vous conscience qu'elle est centrale dans la manière de gérer les emplois ?*

D.M. : Après mon livre sur le travail, je vais travailler dans deux autres directions. La RTT est pour moi, comme je vous l'ai dit, une des manières d'obliger les hommes à désacraliser le travail pour prendre en charge les tâches domestiques et familiales et ainsi permettre aux femmes d'accéder pleinement à l'emploi. Je consacrerai deux livres à cette question : *Le Temps des femmes* et *Le Deuxième âge de l'émancipation*, avec Hélène Périvier¹⁷. Je travaille aussi dans une autre direction : la question de la croissance. Ma question de départ est celle-ci : comment se fait-il que certaines activités très importantes pour la reproduction de la société, comme le travail domestique, les activités familiales, les activités politiques, n'aient aucune valeur ? La réponse ne serait-elle pas que toutes ces activités comptent pour zéro dans le PIB (produit intérieur brut) ? Je vais commencer en 1998 une recherche sur la genèse de l'assimilation entre richesse et croissance. Je découvre tous les travaux majeurs des années 1970 qui critiquent le capitalisme. Je me rapproche de mes collègues économistes, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice avec lesquels on ouvre ce grand chantier de la critique de la croissance et des nouveaux indicateurs de richesse qui va nous amener à publier de nombreux ouvrages et à rentrer en discussion avec la Commission Sen/Stiglitz/

17. D. MÉDA, *Le Temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Paris, Flammarion, 2001 ; D. MÉDA et H. PÉRIVIER, *Le Deuxième âge de l'émancipation. La société, les femmes et l'emploi*, Paris, Seuil, 2007.

Fitoussi. Dès la fin des années 1999, quand j'écris *Qu'est-ce que la richesse ?*¹⁸, je mets en cause la manière dont la croissance détruit à la fois le patrimoine naturel et la santé sociale. Avec mes collègues, nous allons proposer une réflexion qui articule une critique du travail et la question écologique.

18. D. MÉDA, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Flammarion, 2000.

M. : *Nous souhaitons revenir sur vos enquêtes sur la durable et profonde inégalité genrée des temps parentaux, des temps de travail domestique, des temps de travail rémunéré et les solutions que vous avez préconisées pour essayer de les réduire.*

D.M. : Au moment de l'écriture de mon premier livre, en 1995, il y a déjà des travaux. Margaret Maruani¹⁹ par exemple a déjà beaucoup publié sur le sujet, notamment au sein du Mage. Il est surtout question du temps partiel. Et je vois bien que cet ensemble de tâches domestiques et familiales entrave l'accès des femmes à l'emploi et donc qu'il faut mieux le partager.

19. M. MARUANI et N. CHANTAL, *Au labeur des dames, métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Syros, 1989.

Il y a un texte très important qui m'a beaucoup inspirée, celui de Nancy Fraser, écrit en 1994, « After the Family Wage: gender equity and the welfare state »²⁰, où elle présente comme idéale la configuration à deux apporteurs de revenus, deux apporteurs de *care*. En défendant l'idée que les tâches de *care* sont essentielles pour la société et qu'on ne doit pas les faire disparaître, par exemple en promouvant une société où hommes et femmes seraient entièrement voués au travail et délégueraient les activités de *care* au marché. Cela pose la question des politiques à mettre en œuvre pour soutenir une telle configuration, très désirable. En 2001, dans *Le Temps des femmes*, j'essaie de concrétiser cette idée : si on veut permettre aux femmes d'accéder à l'emploi comme les hommes, avec les mêmes chances et malchances, il faut à la fois mettre en œuvre des politiques d'accueil des jeunes enfants, développer des politiques d'entreprises favorables à la conciliation pour les hommes et les femmes, et changer les comportements des hommes. On a lancé plusieurs programmes de recherche sur ces questions à la Dares, on a travaillé sur les grandes entreprises.

20. N. FRASER, « After the family wage: gender equity and the welfare state », *Political Theory*, n° 22, 1994, p. 591-618.

J'ai participé à la campagne des municipales de la Ville de Paris, au côté de Bertrand Delanoë en 2001, justement sur ce thème de la mise en place de beaucoup plus de crèches. On a essayé de pousser cette question avec le « bureau des temps », qui n'a pas marché à Paris. Les syndicats n'en voulaient pas car ça supposait une extension des horaires des services publics... Et donc très vite le truc est tombé à l'eau.

M. : *Est-ce que vous pourriez revenir sur ce « bureau des temps » : quelle était l'idée derrière ce projet ?*

D.M. : Il y avait eu plusieurs initiatives. Edmond Hervé, qui était député-maire de Rennes à l'époque, avait fait un rapport intitulé *Temps des villes* (2001). On avait aussi été inspiré par les expériences italiennes, *Tempi della città*, un mouvement à la fois architectural et sur les temps. Comment faire en sorte de déployer des services pour faciliter la vie des

gens ? On avait intégré tout ça, avec tout un réseau de villes, comme Poitiers, Nantes, Rennes, Paris, etc. Et il y avait une députée socialiste, Catherine Coutelle, qui avait la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité à l'Assemblée nationale, avec qui on travaillait sur ces questions-là. En fait il s'agissait de mettre au cœur des réflexions et des politiques la question de l'articulation des temps sociaux, de transformer une question individuelle en objet de politiques publiques. Ça a donné des choses, par exemple sur le ménage dans les bureaux qui était auparavant fait très tôt le matin ou très tard le soir. La ville de Rennes, dans le cadre de la politique du bureau des temps, a décidé que le ménage se ferait pendant que les gens étaient présents dans leur bureau.

M. : L'idée, c'est d'améliorer le quotidien des travailleur-euses au temps de travail atypique ?

D.M. : À l'époque on parlait des « temps sociaux ». Et l'idée de ces municipalités, c'était de mieux les concilier, de mieux articuler le temps du travail et des autres activités. Et au lieu que ça repose sur les personnes, c'était aux services publics et aux municipalités d'essayer de faire cet effort de coordination. Donc ça a donné des réflexions à la fois sur les gardes d'enfants mais aussi sur les transports, sur les horaires d'ouverture des services publics, etc.

M. : L'entretien que nous réalisons s'inscrit dans un numéro sur « le temps libre ». Que pensez-vous de cette question du temps libre, de son histoire et de sa place aujourd'hui ? On a l'impression qu'elle est sortie de l'agenda politique. Est-ce que c'est une question qui a encore un sens politique aujourd'hui ?

D.M. : Ce qui m'a beaucoup intéressée, à l'époque des lois sur la réduction du temps de travail de 1998 et 2000, c'était justement la manière dont les différentes personnes voulaient remplir ce temps « libéré ». Je me souviens d'un grand débat à l'Assemblée nationale en 1998, organisé par les Verts... Les écologistes étaient très en faveur de cette réduction du temps de travail et Alain Lipietz disait : « Il faut que les gens fassent absolument ce qu'ils veulent, il ne faut rien leur imposer. » Mais je me souviens aussi que certains responsables politiques ou administratifs étaient inquiets que ce temps soit livré à la non-consommation. Il y avait l'idée qu'on pourrait développer le bricolage, qui allait profiter à des enseignes comme Leroy Merlin et que finalement la consommation n'allait pas baisser.

Évidemment, d'autres personnes, dont je faisais partie, souhaitaient que ce temps libéré soit utilisé autrement, à des activités politiques et citoyennes. Bruno Théret était sur la même ligne que moi. Mais on était assez peu nombreux à penser ça. Et je me souviens d'un article intéressant, publié dans *La Revue de l'Ires*, de Hartmut Seifert²¹. Il avait regardé l'expérience Volkswagen de réduction du temps de travail, et constatait que non, cela n'entraînait ni une augmentation de l'activité associative ni un meilleur partage des tâches domestiques. Dans les enquêtes que l'on a faites plus tard, on a voulu regarder cela et en effet on a vu très peu de

21. H. SEIFERT et A. TANGIAN, « Flexicurité : quel équilibre entre flexibilisation du marché du travail et sécurisation sociale ? », *La Revue de l'Ires*, n° 56, 2008, p. 41-59.

transferts, si ce n'est une augmentation du temps passé avec les enfants par les hommes. Mais pas vraiment de partage des tâches domestiques et pas de transfert vers les activités associatives ou politiques.

Aujourd'hui, cette question est globalement sortie du débat politique et des revendications syndicales, même si la CGT continue à prôner les 32 heures, pour reconstituer la force de travail, se reposer et avoir du loisir. Et c'est vrai qu'aujourd'hui le débat a été complètement étouffé par l'idée, contre laquelle on a à lutter, que de toute façon, il faudra travailler plus, tout au long de la vie. Et donc l'idée que le temps libéré du travail pourrait être un temps intéressant et être occupé autrement a en effet complètement disparu du débat. Même avec la question écologique, ça n'a semblé être réapproprié ni par les syndicats ni par aucun parti politique.

M. : Les enquêtes emploi du temps montrent que le temps libre, hors travail rémunéré, hors travail domestique et parental, hors temps physiologique, est finalement rarement un temps de réflexion, de création ou de participation à la vie publique. Comme vous le disiez, c'est un temps qui a été récupéré par Leroy Merlin, c'est un temps de consommation. Mais alors comment renouer avec l'idéal du temps libre tel qu'il a été pensé, un temps, par les mouvements sociaux ?

D.M. : Ce qui est certain, c'est que l'on ne pourra pas changer radicalement le temps hors-travail si le temps du travail continue à être générateur de mal-être, de mépris, de souffrance, d'absence de reconnaissance. Il ne s'agit pas de sphères séparées. Ou alors il faudrait que le travail occupe une place vraiment très réduite, or on n'en prend pas le chemin. Il faut donc changer à la fois le travail (améliorer les conditions d'exercice, redonner aux travailleuses et travailleurs de l'autonomie et du pouvoir sur les décisions, c'est le sens de notre *Manifeste Travail*) mais aussi libérer vraiment des espaces et des temps qui pourront être consacrés à d'autres usages. Le présentisme français est un obstacle au développement d'un tel processus. Dans les pays du Nord, on arrête de travailler assez tôt, autour de 16 heures, que l'on soit employé ou cadre. Et là commence un autre moment de la vie qui peut être consacré à faire du sport, à des loisirs mais aussi à l'éducation populaire. C'est même une partie très importante du système d'éducation et de formation dans ces pays. Par exemple en Finlande, il existe de nombreux lieux qui offrent des cours ouverts à tous et qui concernent chaque année plus d'un million de personnes. Mais le temps libéré permet aussi aux personnes de s'investir dans les associations.

Les partis politiques comptent peu de membres et il serait vraiment important que des espaces spécifiques, animés les partis ou d'autres collectifs, permettent à tous les citoyens une forme d'appropriation et de participation à la discussion et à la décision publique. Plus nous allons prendre conscience de la crise écologique, plus nous devons être capables de développer des activités individuelles et collectives « légères », ne générant pas d'émissions de gaz à effet de serre, consommant peu de matière.

Cela avait été proposé de façon remarquablement anticipatrice par Sizzo Mansholt, devenu président de la Commission européenne en 1972, qui avait été bouleversé par la lecture du rapport Meadows. Il avait compris qu'il fallait réduire considérablement la consommation de biens matériels et proposait que les pouvoirs publics se soucient de l'épanouissement intellectuel et culturel – une forme de compensation donc et de transfert vers des activités denses en lien social, faibles en empreinte carbone. Cette question devrait redevenir majeure. Une des tâches que nous avons à engager, c'est de repérer et lister ces activités légères, ensuite de les rendre désirables, c'est-à-dire de montrer pourquoi elles sont bonnes à la fois pour la collectivité, pour les individus et enfin de les rendre possibles. Parce qu'aujourd'hui, quand on n'a pas de quoi faire manger ses enfants, quand on vit dans une passoire thermique, quand on a besoin de prendre sa voiture, quand on a mille autres choses à penser, on ne peut pas se dire que l'on va s'adonner à la consommation immatérielle.

M. : L'idée de produire un récit écologique qui soit désirable rejoint une autre de vos idées, celle de revaloriser les activités socialement (et écologiquement) utiles.

D.M. : On ne pourra avancer sur ces sujets que lorsque l'on aura mis en place une véritable politique d'égalité, c'est-à-dire revu les écarts de rémunération, fait en sorte que plus personne ne se trouve sous le seuil de pauvreté (aujourd'hui 9 millions de personnes ont un niveau de vie inférieur à 1 100 euros mensuels) et donné à chacun la possibilité de participer à la vie sociale. J'aime beaucoup parler à mes étudiant·es des travaux, très intéressants, de Pierre Concialdi, sur les budgets de référence²². Il essaie de déterminer le montant nécessaire pour participer dignement à la vie sociale. Et il chiffre cela entre 1 500 et 1 800 euros par personne, un niveau supérieur au Smic et très loin du RSA. « Participer dignement », ça veut dire avoir de quoi consommer, être logé, mais aussi justement pouvoir s'engager dans des associations, etc. Donc, il y a tout un travail à faire sur les écarts de rémunération, sur la rémunération des métiers sous-valorisés, qui sont actuellement majoritairement féminins. Il est évident que ces bas revenus sont un obstacle à l'engagement de ces personnes dans ce type de réflexion et de société. Il importe aussi que la société valorise des activités et des emplois utiles et à l'empreinte carbone faible mais aujourd'hui mal reconnus.

M. : Aujourd'hui, dans différents secteurs du care (travail social, hôpital), mais aussi dans d'autres secteurs comme le tourisme ou l'animation, il y a de nombreux emplois qui ne trouvent pas preneurs. Les travailleurs·euses désertent ces emplois. Qu'est-ce qui se passe, est-ce que c'est juste une question de revalorisation des salaires ?

D.M. : Oui, mais les augmentations de salaire, absolument nécessaires, ne suffiront pas. La question majeure est celle des conditions d'exercice du travail, c'est-à-dire les conditions concrètes, physiques du travail, mais aussi la façon dont le travail est distribué, organisé, contrôlé, surveillé par

22. P. CONCIALDI, « Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté », *La Revue de l'États*, n° 82, 2014, p. 3-36.

le management. Dans de très nombreux emplois, le travail est fragmenté, haché, presque démembré. Quand les aides à domicile arrivent chez une personne âgée, elles doivent se précipiter sur le téléphone pour dire leur heure d'arrivée et elles ne peuvent souvent rester qu'un quart d'heure. Comme l'analyse Fanny Vincent à propos des aides-soignantes à l'hôpital, leur travail est complètement managérialisé, divisé, quantifié et est de moins en moins supportable.

Sur ce point, il faut lire les travaux très intéressants de Thomas Coutrot et Coralie Perez sur le sens du travail. Dans leur livre²³, à partir des données de la Dares, ils montrent que les métiers dans lesquels les personnes trouvent le plus de sens, ce sont notamment ces métiers du *care*. Parce que ce sont des métiers du lien. C'est aussi ce que montre le très beau livre de Vincent Jarousseau, sur *Les Femmes du lien*²⁴, ou encore le film de François Ruffin, *Debout les femmes !*, où l'on voit bien à la fois que ce sont des métiers extrêmement engageants, dans lesquels les personnes s'impliquent, et en même temps des métiers où elles sont « empêchées », comme le dit Yves Clot²⁵ : elles ne peuvent pas bien faire leur travail, elles ne peuvent pas faire un travail de qualité. Et donc le malaise vient aussi de cette contradiction, entre un idéal du travail bien fait et le fait qu'elles doivent « bâcler » leur travail.

Tout ça apparaît dans les enquêtes « Conditions de travail » : dès 2013, on y voyait le malaise à l'hôpital. Une proportion très importante des répondant-es disaient qu'ils étaient obligés de faire des choses qu'ils ne voulaient pas faire et qu'ils n'étaient pas fiers de leur travail. Et puis on voit que ce malaise s'étend de plus en plus... Cela ne se passe pas seulement dans le secteur privé où il y a une course à la rentabilité et à la productivité. Dans le secteur public, il y a une injonction à ce que les dépenses n'augmentent pas, et cela atterrit finalement sur le travail et sur la personne qui est en bout de chaîne. Donc oui, revaloriser les salaires ne suffit pas, il faut aussi revoir la manière dont le travail est réalisé.

M. : *Vous avez écrit plusieurs essais et vous vous êtes engagée dans plusieurs mouvements ou collectifs (Mouvement Utopia 1996, Forum pour d'autres indicateurs de richesse 2008, Laboratoire de l'égalité 2010, collectif Roosevelt 2012, Nouvelle donne depuis 2013, conseillère travail du candidat Benoît Hamon lors de la présidentielle 2017). Comment concevez-vous le rôle politique des intellectuel·les ?*

D.M. : Oui, je me suis beaucoup engagée au sens où j'ai tenté de mettre mes idées dans le débat public et de les faire partager par des responsables syndicaux ou politiques. Mon expérience est néanmoins globalement décevante. Lorsque vous rejoignez une campagne politique, souvent les grandes lignes des programmes sont bouclées et il est difficile de les bouger. C'est ce qui nous est arrivés avec Thomas Piketty, lorsque l'on a accompagné la campagne de Benoît Hamon. Nous étions en désaccord avec la version du revenu universel défendue par le candidat et l'idée que le travail allait disparaître, que l'automatisation allait le rendre caduc. En revanche je partageais ses idées sur la nécessité de redistribuer le travail.

23. T. COUTROT et C. PEREZ, *Redonner du sens au travail : une aspiration révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2022.

24. V. JAROUSSEAU, *Les Femmes du lien*, Paris, Arènes, 2022.

25. Y. CLOT, *Le Travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, Paris, La Découverte, 2015.

Mais dans une campagne politique très vite ce sont d'autres considérations qui comptent : les sondages évidemment, les alliances... Plus généralement, même si la France reste un pays où le rôle des intellectuel·les a encore une petite importance (on écrit des tribunes, on débat dans des émissions, on publie des ouvrages), ce qui me frappe c'est la coupure, le fossé béant, entre le monde universitaire et celui des responsables politiques et de l'administration. Ce sont deux univers qui ne se parlent pas, qui ne se connaissent pas, qui n'ont pas fait les mêmes écoles, les mêmes études, qui ne partagent pas de références ou très peu.

26. Institut national du service public.

J'ai participé durant ces trois dernières années, au jury du concours d'entrée à l'ENA (devenu INSP²⁶). J'ai été frappée, d'une part, par le peu d'esprit critique déployé par ces jeunes gens par ailleurs très brillants. Mais aussi par l'absence complète de connaissance de l'université (ils n'y ont pas été), des travaux universitaires, des références contemporaines en sociologie, science politique... Ils connaissent un peu plus les travaux en économie, comme ceux de Thomas Piketty, mais c'est à peu près tout. Et nos dirigeants, les ministres, ceux qui sont dans les cabinets et les directeurs d'administration centrale, ce sont également, en général, des gens qui ne viennent pas de l'université, qui s'intéressent peu aux travaux des chercheurs universitaires. Pour qu'un chercheur devienne intéressant, il faut souvent qu'il ait un succès médiatique. Je fais une exception pour un petit nombre d'administrateurs de Bercy qui mobilisent les travaux en économie. Pourtant je pense que ce serait extrêmement utile que les responsables politiques et administratifs s'emparent des travaux en sciences sociales. J'ai longtemps pensé que pour changer les choses il fallait faire des travaux de recherche et écrire des livres. Aujourd'hui je pense que la situation est tellement dégradée qu'il vaut sans doute mieux être au cœur du pouvoir pour s'opposer à une plus forte remise en cause, pour retarder la mise en œuvre de politiques régressives ou pour tenter d'améliorer les choses. Ce n'est pas un constat qui me fait plaisir, ce n'est sans doute pas non plus une conclusion appropriée pour une revue comme celle-ci, mais finalement je me dis que la manière la plus sûre de développer des politiques porteuses de progrès c'est d'être au cœur du pouvoir politique. ●